



Bruxelles, le 26.9.2024
C(2024) 6638 final

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 26.9.2024

**modifiant les normes techniques de réglementation fixées par le règlement délégué (UE)
2019/815 en ce qui concerne la mise à jour 2024 de la taxonomie précisant le format
d'information électronique unique**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

En mai 2019, la Commission a publié le règlement délégué (UE) 2019/815 relatif à des normes techniques de réglementation précisant le format d'information électronique unique (le format électronique unique européen ou ESEF). Les normes techniques de réglementation relatives à l'ESEF ont été élaborées par l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) en vertu de l'article 4, paragraphe 7, de la directive 2004/109/CE (directive sur la transparence), telle que modifiée par la directive 2013/50/UE. Ces normes techniques de réglementation précisent le format d'information électronique unique à utiliser par les émetteurs de titres cotés sur un marché réglementé de l'UE pour établir leurs rapports financiers annuels relatifs aux exercices commençant le 1^{er} janvier 2020 ou après cette date. Elles imposent à tous les émetteurs dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé de l'UE de préparer la totalité de leurs rapports financiers annuels au format XHTML (eXtensible HyperText Markup Language) à partir de l'exercice 2020. Des règles supplémentaires s'appliquent aux émetteurs qui incluent dans leurs rapports financiers annuels des états financiers consolidés établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) adoptées par l'Union en application du règlement (CE) n° 1606/2002, ou publiées par l'International Accounting Standards Board et considérées par la décision 2008/961/CE de la Commission comme équivalentes aux IFRS adoptées par l'Union. Ces états financiers consolidés IFRS doivent être balisés selon le langage iXBRL (Inline eXtensible Business Reporting Language), et ces balises doivent être incorporées au document XHTML de base à l'aide de la technologie Inline XBRL. À titre de mesure supplémentaire destinée à favoriser la reprise après la pandémie de COVID-19, l'article 4, paragraphe 7, de la directive sur la transparence a été modifié par le règlement (UE) 2021/337 afin d'accorder aux États membres la faculté de permettre aux émetteurs relevant de leur juridiction d'établir leurs rapports financiers annuels conformément aux exigences ESEF à partir de l'exercice 2021 (au lieu de 2020), à condition de notifier à la Commission leur intention de permettre ce report et de la motiver dûment.

La taxonomie de base à utiliser pour le balisage d'états financiers consolidés IFRS (taxonomie ESEF) est précisée en annexe des normes techniques de réglementation établies par le règlement délégué (UE) 2019/815. La taxonomie ESEF, mise à jour en dernier lieu par le règlement délégué modificatif (UE) 2022/2553, repose sur celle élaborée par la Fondation IFRS et est régulièrement mise à jour pour prendre en compte, entre autres évolutions, la publication de nouvelles IFRS ou la modification d'IFRS existantes, l'analyse des informations qui sont généralement déclarées dans la pratique, ainsi que les améliorations apportées au contenu général de la taxonomie IFRS ou à la technologie que celle-ci utilise. La dernière version en date de la taxonomie IFRS – la taxonomie IFRS 2024 – a été publiée le 27 mars 2024. Elle intègre les dispositions relatives à la présentation et aux informations à fournir définies par les normes IFRS telles que publiées par l'International Accounting Standards Board au 1^{er} janvier 2024, y compris celles publiées mais pas encore d'application obligatoire.

Les présentes normes techniques de réglementation tiennent également compte de la mise à jour de la taxonomie comptable IFRS publiée le 23 mars 2023. En 2023, l'AEMF a décidé de reporter l'intégration de la mise à jour 2023 de la taxonomie comptable de la Fondation IFRS. Ce report a été décidé en partie en raison du caractère limité des modifications apportées par la mise à jour 2023 de la taxonomie comptable IFRS et aussi pour permettre de surveiller la mise en œuvre des exigences ESEF, évaluer les améliorations à apporter au processus de

reporting financier électronique et mener des travaux préparatoires en vue de la présentation de l'information en matière de durabilité dans un format électronique.

Les présentes normes techniques de réglementation, que l'AEMF a soumises à la Commission le 27 mai 2024, visent à modifier les normes techniques de réglementation existantes relatives à l'ESEF afin de tenir compte, conjointement, des mises à jour 2023 et 2024 de la taxonomie comptable IFRS. À cet effet, elles remplacent l'annexe I, qui inclut à présent un glossaire actualisé des termes utilisés dans les normes techniques de réglementation; elles remplacent l'annexe II, qui inclut à présent de nouveaux éléments dans la liste des méthodes comptables et la liste des notes figurant dans le tableau 2; elles remplacent l'annexe VI, qui inclut à présent le schéma de taxonomie de base actualisé à utiliser pour baliser les états financiers consolidés établis selon les normes IFRS. En outre, deux modifications ont été apportées d'une part à l'annexe III afin de mettre à jour la référence aux versions des «Taxonomy Packages», qui ont évolué, pour la remplacer par une référence à la spécification «Report Packages» publiée par XBRL International le 22 septembre 2023, et d'autre part à l'annexe V afin d'adapter la référence croisée aux spécifications «Report Packages».

Il s'agit globalement de modifications purement techniques qui sont nécessaires pour aligner le reporting électronique des émetteurs sur les normes les plus récentes, qui reflètent également l'évolution des IFRS, ce qui facilitera la mise en œuvre par les émetteurs des exigences en matière de balisage contenues dans les normes techniques de réglementation relatives à l'ESEF.

Dans la taxonomie comptable IFRS 2023, les principales mises à jour relatives aux normes comptables comprenaient des modifications d'IFRS 16 intitulées «Passif locatif découlant d'une cession-bail», où des exigences d'évaluation ultérieure ont été ajoutées, ainsi que des modifications d'IAS 1 intitulées «Passifs non courants assortis de clauses restrictives», destinées à améliorer l'information fournie par les entités. En outre, les consignes relatives au traitement des éléments qui ont expiré ont été mises à jour par l'ajout aux éléments concernés d'une note de référence indiquant qu'ils ont expiré, et d'un commentaire de consigne indiquant que l'élément ne devrait être utilisé que pour marquer des informations comparatives non retraitées. Sur le plan technique, le registre des types de données a été mis à jour, passant de la variante 2020 de la version 1.1 à la variante 2022, qui intègre des types de données supplémentaires.

Les principales mises à jour de la taxonomie comptable IFRS 2024 sont liées aux modifications apportées à IAS 12 «Impôt sur le résultat», avec l'ajout d'exigences en matière d'informations à fournir; aux modifications d'IAS 7 «État des flux de trésorerie» et d'IFRS 7 «Instruments financiers» afin de garantir une information appropriée sur les accords de financement de fournisseurs et les accords d'affacturage inversé; enfin, aux modifications d'IAS 21 «Effets des variations des cours des monnaies étrangères», portant sur la manière de déterminer le taux de change lorsque le cours de change au comptant n'est pas observable.

S'agissant des éléments de pratique courante, il a été réalisé une analyse des extensions utilisées pour présenter les instruments financiers dans les états financiers balisés des établissements bancaires établis selon les normes comptables IFRS.

En ce qui concerne les améliorations générales, le balisage du rapprochement des immobilisations corporelles, y compris les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation, a été révisé et mis à jour parallèlement à l'introduction d'éléments catégoriels. Ces modifications visent à améliorer la qualité du balisage de l'information financière.

Sur le plan des mises à jour technologiques, deux modifications principales ont été mises en œuvre. Premièrement, l'adoption de la spécification «Calculations 1.1», qui intègre un mécanisme spécial de traitement des valeurs redondantes et peut être appliquée aux valeurs arrondies. Deuxièmement, une modification des libellés de membres par défaut destinée à rendre la taxonomie plus compréhensible. Cette modification remédie au caractère souvent obscur des

libellés de membres par défaut, qu'ils soient informatifs (par exemple «total») ou non informatifs (par exemple «non applicable»).

Afin de laisser aux préparateurs suffisamment de temps pour se conformer effectivement aux exigences, la présente modification des normes techniques de réglementation relatives à l'ESEF sera applicable au plus tard pour les exercices commençant le 1^{er} janvier 2025 ou après cette date, tout en permettant une application anticipée. Par conséquent, pour les rapports annuels contenant des états financiers relatifs aux exercices commençant le 1^{er} janvier 2024 ou après cette date, les émetteurs seront autorisés à utiliser soit la «taxonomie ESEF 2022» (version actuelle du règlement ESEF), soit la future «taxonomie ESEF 2024» introduite par les présentes normes techniques de réglementation. Une application anticipée est particulièrement pertinente pour les émetteurs pour lesquels un ou plusieurs éléments de la taxonomie de base inclus dans la «taxonomie ESEF 2024» reflètent mieux le sens comptable des informations qui sont balisées en raison de l'application anticipée de certaines IFRS si, par exemple, certains éléments ne figurent pas dans la «taxonomie ESEF 2022». En outre, pour les émetteurs qui sont aussi cotés en tant qu'émetteurs privés étrangers aux États-Unis, il convient de noter que la *Securities and Exchange Commission* (SEC) des États-Unis autorise l'établissement et le dépôt d'états financiers conformément soit à la taxonomie IFRS la plus récente, soit à l'avant-dernière version la plus récente; autrement dit, les états financiers de 2024 déposés auprès de la SEC américaine devront avoir été établis conformément à la taxonomie IFRS 2024 ou 2023, mais pas à la version de 2022.

2. CONSULTATION AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE

La présente modification des normes techniques de réglementation relatives à l'ESEF apporte des changements purement techniques aux normes existantes et ne constitue donc pas une nouvelle politique ou une modification substantielle d'une politique existante. Conformément à l'article 10 du règlement (UE) n° 1095/2010 (ci-après le «règlement instituant l'AEMF»), l'AEMF n'a pas conduit de consultation publique ouverte sur les projets de normes techniques de réglementation et n'en a pas analysé les coûts et avantages potentiels, car ces consultations et analyses auraient été disproportionnées par rapport à la portée et à l'incidence desdites normes.

3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

La présente modification des normes techniques de réglementation relatives à l'ESEF est fondée sur l'article 4, paragraphe 7, de la directive sur la transparence telle que modifiée par la directive 2013/50/UE.

Le présent acte délégué comprend des mises à jour purement techniques de la taxonomie que les émetteurs dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé de l'UE sont légalement tenus d'utiliser, dans le cadre de leurs rapports financiers annuels, pour le balisage des états financiers consolidés établis selon les normes IFRS.

En particulier:

- (1) l'annexe I est remplacée par le texte figurant à l'annexe I du présent règlement;
- (2) l'annexe II est remplacée par le texte figurant à l'annexe II du présent règlement;
- (3) à l'annexe III, le point 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Les émetteurs soumettent le document d'instance Inline XBRL et leurs fichiers de taxonomie d'extension XBRL comme une seule liasse d'informations financières selon la spécification "Report Packages 1.0".»;

(4) à l'annexe V, le point f) est remplacé par le texte suivant:

«f) sont valides selon les spécifications XBRL 2.1 et les spécifications XBRL Dimensions 1.0 et sont regroupés selon la spécification de liasse d'information indiquée à l'annexe III;»;

(5) L'annexe VI est remplacée par le texte figurant à l'annexe III du présent règlement.

Ces modifications sont conformes au règlement délégué (UE) 2019/815 de la Commission du 17 décembre 2018, selon lequel ses dispositions doivent être actualisées périodiquement sur la base de projets de normes techniques de réglementation élaborés par l'AEMF.

Le présent acte délégué correspond pour l'essentiel au projet de normes techniques de réglementation soumis par l'AEMF à la Commission.

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 26.9.2024

modifiant les normes techniques de réglementation fixées par le règlement délégué (UE) 2019/815 en ce qui concerne la mise à jour 2024 de la taxonomie précisant le format d'information électronique unique

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE¹, et notamment son article 4, paragraphe 7,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement délégué (UE) 2019/815 de la Commission² précise le format d'information électronique unique à utiliser par les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé pour l'élaboration de leurs rapports financiers annuels. Les états financiers consolidés figurant dans ces rapports sont élaborés suivant les normes comptables internationales, communément appelées normes internationales d'information financière (IFRS), qui ont été adoptées en application du règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil³, ou suivant les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) qui, sur la base de la décision 2008/961/CE de la Commission⁴, sont considérées comme équivalentes aux IFRS adoptées en application du règlement (CE) n° 1606/2002.
- (2) La taxonomie de base à utiliser pour le format d'information électronique unique est fondée sur la taxonomie comptable IFRS, dont elle constitue une extension. La Fondation IFRS met à jour la taxonomie comptable IFRS chaque année pour prendre en compte, entre autres évolutions, la publication de nouvelles IFRS ou les modifications apportées à des IFRS existantes, l'analyse des informations qui sont

¹ JO L 390 du 31.12.2004, p. 38, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dir/2004/109/oj>.

² Règlement délégué (UE) 2019/815 de la Commission du 17 décembre 2018 complétant la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation précisant le format d'information électronique unique (JO L 143 du 29.5.2019, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_del/2019/815/oj).

³ Règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales (JO L 243 du 11.9.2002, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2002/1606/oj>).

⁴ Décision de la Commission du 12 décembre 2008 relative à l'utilisation, par des émetteurs de valeurs mobilières de pays tiers, des normes comptables nationales de certains pays tiers et des normes internationales d'information financière pour établir leurs états financiers consolidés (JO L 340 du 19.12.2008, p. 112, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dec/2008/961/oj>).

généralement déclarées dans la pratique ainsi que les améliorations à apporter au contenu général de la taxonomie comptable IFRS ou à la technologie utilisée. Une mise à jour régulière des normes techniques de réglementation est par conséquent nécessaire pour tenir compte des mises à jour de la taxonomie comptable IFRS.

- (3) En mars 2023 et mars 2024, la Fondation IFRS a publié des mises à jour de la taxonomie comptable IFRS. Ces mises à jour doivent par conséquent être intégrées dans le règlement délégué (UE) 2019/815.
- (4) Il convient de mettre à jour les annexes I, II et VI du règlement délégué (UE) 2019/815 pour tenir compte desdites mises à jour et fournir aux émetteurs des indications supplémentaires pour le balisage de leurs états financiers. Bien que certaines parties seulement de ces annexes doivent être actualisées, il est nécessaire de les remplacer dans leur intégralité afin d'améliorer, en particulier, la lisibilité pour les parties intéressées des tableaux applicables figurant dans les mises à jour de 2023 et 2024. Ce remplacement facilitera la mise en œuvre des exigences en matière de balisage et assurera le plus haut niveau de comparabilité, pour les utilisateurs finaux, des états financiers électroniques établis conformément aux normes IFRS, tant au niveau de l'Union qu'au niveau mondial. Les annexes III et V devraient également être mises à jour afin d'intégrer les dernières évolutions des spécifications Inline XBRL relatives aux liasses d'informations financières.
- (5) Il convient de modifier en conséquence le règlement délégué (UE) 2019/815.
- (6) Afin de laisser aux émetteurs suffisamment de temps pour mettre effectivement en œuvre les nouvelles exigences, et de réduire au minimum les coûts de mise en conformité, la nouvelle taxonomie devrait s'appliquer aux rapports financiers annuels contenant des états financiers relatifs aux exercices commençant le 1^{er} janvier 2025 ou après cette date. Toutefois, les émetteurs devraient être autorisés à mettre en œuvre la nouvelle taxonomie dès les exercices commençant le 1^{er} janvier 2024 ou après cette date.
- (7) Le présent règlement se fonde sur le projet de normes techniques de réglementation soumis à la Commission par l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF).
- (8) Le présent règlement constitue une mise à jour technique du règlement délégué (UE) 2019/815 visant à tenir compte des mises à jour apportées à la taxonomie comptable IFRS et aux spécifications Inline XBRL et à fournir des indications supplémentaires sur le balisage des états financiers IFRS. Le présent règlement ne constitue pas une nouvelle politique ni une modification substantielle d'une politique existante. L'AEMF n'a pas mené de consultation publique ouverte sur les projets de normes techniques de réglementation sur lesquels se fonde le présent règlement, ni analysé les coûts et avantages potentiels qu'ils impliquent. Elle n'a pas sollicité l'avis du groupe des parties intéressées au secteur financier institué en vertu de l'article 37 du règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil⁵, car cette démarche aurait été très disproportionnée par rapport à la portée et à l'impact de la présente modification,

⁵ Règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/77/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 84), ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2010/1095/oj>.

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le règlement délégué (UE) 2019/815 est modifié comme suit:

- (1) l'annexe I est remplacée par le texte figurant à l'annexe I du présent règlement;
- (2) l'annexe II est remplacée par le texte figurant à l'annexe II du présent règlement;
- (3) à l'annexe III, le point 3 est remplacé par le texte suivant:
«3. Les émetteurs soumettent le document d'instance Inline XBRL et leurs fichiers de taxonomie d'extension XBRL comme une seule liasse d'informations financières selon la spécification "Report Packages 1.0".»;
- (4) à l'annexe V, le point f) est remplacé par le texte suivant:
«f) sont valides selon les spécifications XBRL 2.1 et les spécifications XBRL Dimensions 1.0 et sont regroupés selon la spécification de liasse d'information indiquée à l'annexe III;»;
- (5) l'annexe VI est remplacée par le texte figurant à l'annexe III du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le règlement délégué (UE) 2019/815, tel que modifié par le présent règlement, s'applique aux rapports financiers annuels contenant des états financiers relatifs aux exercices commençant le 1^{er} janvier 2025 ou après cette date.

Toutefois, le règlement délégué (UE) 2019/815 tel que modifié par le présent règlement peut s'appliquer aux rapports financiers annuels contenant des états financiers relatifs aux exercices commençant avant le 1^{er} janvier 2025.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 26.9.2024

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN